

Les soutiens à notre lutte

Dans notre opposition à ce projet, nous nous heurtons à très forte partie : la collusion entre trois « acteurs » : 1) la société Décathlon, membre de l'association familiale MULLIEZ, dont la puissance n'est plus à démontrer ; 2) les propriétaires du terrain, une indivision familiale de près de 30 membres, qui souhaite vendre : il n'y a donc pas d'expropriation ! 3) Les collectivités territoriales directement concernées , commune de Saint-Clément en tête, soutenue par la communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup. La lutte pourrait donc sembler, à première vue, perdue d'avance !

Mais c'est compter sans l'opposition de nombreux citoyens, à commencer par ceux des communes proches, à Saint-Clément même, mais aussi à Montferrier (impactée plus fortement que Saint-Clément), à Grabels, etc. Les participations exceptionnelles enregistrées à l'occasion des deux enquêtes publiques (permis d'aménager et loi sur l'eau), faisant apparaître une écrasante majorité d'avis défavorables, le démontrent. Le Commissaire Enquêteur (le même pour les deux enquêtes) a beau écrire, dans le rapport de l'enquête « loi sur l'eau » (page 25) : « *Ce pourcentage très élevé d'observations défavorables n'est pas étonnant dans la mesure où l'on constate que les personnes favorables au projet se déplacent très rarement* » (SIC!), il n'en reste pas moins que dans beaucoup d'enquêtes très techniques comme celle-ci, les citoyens se manifestent assez peu. Le fait que ce n'ait pas été le cas dans celle-ci montre quand même quelque chose ! Ou alors, à quoi bon une enquête publique si l'on considère, comme ce Commissaire Enquêteur, que les avis défavorables ne sont pas représentatifs... Belle conception de la démocratie participative.

Le soutien citoyen s'est aussi manifestée de plusieurs manières :

- **une pétition**, lancée fin octobre 2014 et qui recueille actuellement **3000 signatures en ligne et près de 300 signatures « papier »**.
- **une souscription** publique pour couvrir les frais de recours, lancée en janvier 2015, et qui a permis de recueillir, au 31 décembre 2016, plusieurs milliers d'euros, provenant de **400 donateurs**.
- **une participation importante** aux diverses réunions publiques, rassemblements, manifestations, projection de film, etc.
- **un accueil très favorable et de nombreux encouragements** du public lorsque nous distribuons des tracts sur les marchés, sur la voie publique, etc.

Plusieurs élus (ou anciens élus) nous soutiennent publiquement :

- deux députés européens (José Bové, Michèle Rivasi)
- cinq conseillers régionaux Languedoc Roussillon Midi Pyrénées (Christian Dupraz, Myriam Martin, Marie Meunier, Gérard Onesta, Muriel Ressiguié)
- trois députés de l'Hérault : Frédéric Roig (4ème circonscription, comprenant Saint-Clément-de-Rivière), Fanny Dombre-Coste (3ème circonscription), Jean-Louis Roumegas (1ère circonscription)
- quatre conseillers départementaux élus en 2015: Dominique Nurit, Renaud Calvat (canton de Montpellier-Castelnau), Michaël Delafosse (canton de Montpellier-2), Véronique Calueba-Rizzolo (canton de Sète)
- deux maires, VP de Montpellier Méditerranée Métropole : Isabelle Touzard, maire de Murviel-les-Montpellier, René Revol, maire de Grabels
- plusieurs maires (Clapiers, Grabels, Jacou), adjoints ou conseillers municipaux (Castelnau-le-Lez, Castries, Montferrier-sur-Lez, Prades-le-Lez, Saint-Clément-de-Rivière, Saint-Gely-du-Fesc, Saint-Guilhem-le-Désert, Saint-Mathieu-de-Treviers, Saint-Vincent-de-Barbeyrargues., ...)